



Réforme ferroviaire - Acte 2

SNCF Mobilités vers une SA ? Certains le voudraient bien !

CENTRE DE DÉRADICALISATION



Les promesses n'engagent que ceux qui y croient...

→ les défenseurs de la réforme ferroviaire arguaient d'avoir garanti aux cheminots un Groupe Public Ferroviaire « *indissociable et solidaires* » et des solutions pour la dette ferroviaire.

→ 2 ans plus tard, l'Etat laisse près de 60 Milliards d'€ de dette ferroviaire à la charge des travailleurs du rail ainsi qu'un rapport parlementaire et un rapport de la Cour des Comptes recommandant le passage de SNCF Mobilités en Société Anonyme... de bons négociateurs ces « *réformistes* » !

Eclatement de la SNCF en 3 EPICs et tentative de privatisation morceaux par morceaux, c'est la logique libérale que SUD-Rail dénonçait en 2014 ; nous étions alors traités de fous... 2 ans plus tard, quel est le bilan ? Qui a menti et trahi les cheminots ?

Un rapport parlementaire sur la réforme ferroviaire et la Cour des Comptes recommandent la privatisation de SNCF Mobilités !

D'autres solutions sont possibles !
Ce n'est que du courage politique que d'aller vers des solutions d'avenir socialement et écologiquement responsables !

Les libéraux demandent au système ferroviaire de s'autofinancer et dans le même temps, le gouvernement français, privé de recettes par les cadeaux fiscaux aux plus riches, baisse ses dépenses pour les infrastructures ferroviaires... et tout apport financier qui aiderait le ferroviaire à résister à la concurrence déloyale de la route est soigneusement écarté. Dumping social sur les salariés, coûts externes à la charge des citoyens, ainsi, la route va continuer à bénéficier d'avantages indus, alors que chacun voit bien l'impasse sociale et écologique dans laquelle cela nous mène !

En rejoignant SUD-Rail, construisons ensemble un autre avenir pour le ferroviaire !

Sous l'impulsion de G.Pepy et du directoire, avec la complicité de l'UNSA et la CFTD, la privatisation et la filialisation des charges de travail se poursuivent.

Les cheminots représentant un obstacle déterminé à la privatisation, les patrons avancent par des libéralisations partielles, en ôtant des pans entiers d'activités aux EPIC SNCF, en développant le groupe privé SNCF :

- Fret : Naviland, Novatrans, VFLI, les sociétés ferroviaires regroupées dans CAP Train, les WI basculés dans les OFP... il ne restera pas grand-chose à mettre dans la SA SNCF.
- TGV Eurostar, Thalys, Ouigo, Lyria, c'est fait. Dans combien de temps les grands axes TGV seront-ils filialisés.
- TER : l'ouverture à la concurrence est en route et risque d'être précédée par le transfert des activités conventionnées vers la filiale Kéolis.

Et pour accélérer le mouvement vers la privatisation totale, tout ce que Pepy ne juge pas « *cœur de métier* » est systématiquement filialisé (tram-train, reconnaissance chantier, ...). Il est encore temps de faire le bilan social et environnemental d'années de cette politique, d'en tirer les conséquences et de prendre une autre voie, celle du progrès social et du service public que revendique SUD-Rail.